

« Plus c'est la même chose, plus ça change » : Réflexions sur les nouvelles dimensions de la crise atlantique

« Plus c'est la même chose, plus ça change ». Thoughts on the Parameters of the Atlantic Crisis

Pierre Hassner

Volume 13, numéro 3, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701384ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701384ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Hassner, P. (1982). « Plus c'est la même chose, plus ça change » : Réflexions sur les nouvelles dimensions de la crise atlantique. *Études internationales*, 13(3), 473–496. <https://doi.org/10.7202/701384ar>

Résumé de l'article

The atlantic crisis is as old as the Alliance itself, but it has now acquired a critical nature in that it affects deeply the relations of the two major countries : The United States and the Federal Republic of Germany.

This crisis lies at the crossroads of an evolution in the international context which has stirred up doubts regarding American protection, and of a change in generation which expresses itself in different ways on either side of the Atlantic.

The concepts of "comparative vulnerability" and of "mutual fear of decoupling" are used in an attempt to apprise the situation. A study of the search for a German and a European identity and of the Western responses to events in Poland has led the author to make a few recommendations regarding a new policy of the Atlantic Alliance towards Eastern Europe.

« PLUS C'EST LA MÊME CHOSE, PLUS ÇA CHANGE » RÉFLEXIONS SUR LES NOUVELLES DIMENSIONS DE LA CRISE ATLANTIQUE*

Pierre HASSNER**

« Quelque chose s'est passé cette année, mais je ne sais pas quoi. Mais quelque chose s'est passé en Europe ».
Stephan HERMLIN (à la rencontre pour la paix des écrivains allemands de l'Est et de l'Ouest organisée à Berlin Est le 14 décembre 1982. *Der Spiegel*, 52, 1981.

ABSTRACT — *« Plus c'est la même chose, plus ça change ».* Thoughts on the Parameters of the Atlantic Crisis

The atlantic crisis is as old as the Alliance itself, but is has now acquired a critical nature in that it affects deeply the relations of the two major countries: The United States and the Federal Republic of Germany.

This crisis lies at the crossroads of an evolution in the international context which has stirred up doubts regarding American protection, and of a change in generation which expresses itself in different ways on either side of the Atlantic.

The concepts of "comparative vulnerability" and of "mutual fear of decoupling" are used in an attempt to apprise the situation. A study of the search for a German and a European identity and of the Western responses to events in Poland has led the author to make a few recommendations regarding a new policy of the Atlantic Alliance towards Eastern Europe.

« Guillaume 1^{er} était un timide écolier par comparaison avec les leaders républicains de Washington. Il y a une différence entre brandir son sabre et une bombe H ».

Cette citation de l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* date du 24 avril... 1954. Dix-huit ans plus tard, le même hebdomadaire mène une campagne intense

* Cet article est fondé sur un exposé présenté au Lehrman Institute - New York - le 30 janvier 1982. Des versions abrégées paraissent en anglais dans *Foreign Policy* et en allemand dans *Europa Archiv* de septembre 1982.

** Maître de recherches à la Fondation Nationale des Sciences Politiques de Paris. *Revue Études internationales*, volume XIII, n° 3, septembre 1982.

autour du même thème, tandis que de l'autre côté de l'océan, de plus en plus de voix se font l'écho de la menace – proférée par John Foster Dulles en 1954 – de « représailles déchirantes » dans les relations de l'Amérique avec l'Europe. Plus ça change, plus c'est la même chose ?

La thèse de cet article est que s'il y a une part de vrai dans cette évaluation sceptique, il serait encore plus vrai d'inverser la formule en : « plus c'est la même chose, plus ça change ».

Certes, l'alliance atlantique a toujours été en crise, depuis le début, de sorte qu'on peut lui appliquer à la fois la formule annuelle d'Adenauer au Bundestag : « La situation n'a jamais été aussi sérieuse » et la devise de la ville de Paris (et de son maire ?) : *Fluctuat nec mergitur*. Mais la coïncidence du changement de générations et des transformations de l'équilibre international donnent un sens nouveau aux vieilles querelles.

Certains des aspects qu'elles prennent, en cet été 1982, peuvent d'ailleurs obscurcir en partie cette nouveauté. Chacun, aujourd'hui, s'accorde à voir dans la combinaison de l'affaire de l'interdiction faite par Washington aux compagnies américaines d'appliquer les contrats liés au pipe-line euro-soviétique, et dans le conflit de l'acier entre les États-Unis et la CEE, le signe d'une grave divergence entre intérêts économiques américains et européens ; d'autre part la France a pris, dans les deux cas, une position en flèche, d'opposition aux États-Unis en paroles et en actes. Aucun de ces deux éléments n'est vraiment nouveau : en 1973 déjà, pour ne pas remonter plus loin, les États-Unis et la Communauté européenne s'étaient affrontés sur le plan économique avec la France (déjà, M. Jobert...) aux premières loges ; simplement, la crise économique internationale et la présence à Paris et à Washington de deux gouvernements obéissant à des idéologies économiques accentuées et opposées aggravent le conflit et rendent les compromis plus difficiles. L'affrontement actuel fait justice de l'idée reçue depuis quelques années et apparemment confirmée par une année de lune de miel reagan-socialiste – selon laquelle, dans les années quatre-vingts, il n'y aurait pas d'opposition d'intérêts importante entre les États-Unis et la France, qui, face aux inquiétudes communes soulevées par l'Allemagne, se révélerait comme l'allié le plus solide des États-Unis.

Cependant, si la partie positive de cette analyse semble démentie, pour l'instant du moins, et, en tout cas, a toujours reposé sur des données partielles et fragiles, sa partie négative garde toute sa valeur. En effet, si les conflits économiques et l'opposition franco-américaine sont classiques, une opposition germano-américaine qui touche à la fois au rôle des armes nucléaires, à la manière de considérer les relations Est-Ouest et à la nature même des relations entre les deux pays eux-mêmes, est quelque chose d'à la fois plus nouveau et plus fondamental. Même si, tactiquement, la RFA retrouve pour l'instant sa position traditionnelle d'intermédiaire entre la France et les États-Unis, historiquement, c'est la désintégration des mailles du filet qui maintenaient ensemble les deux partenaires principaux de l'alliance atlantique, les États-Unis et l'Allemagne, qui est le phénomène décisif.

Si l'OTAN a toujours été en crise, elle a toujours été – et l'est encore pour l'instant – ancrée dans une structure de sécurité (la présence des troupes américaines et soviétiques et de leurs armes nucléaires au coeur du continent) qui semble encore

plus difficile à remplacer qu'à accepter. Au moins entre le milieu des années soixante et la fin des années soixante-dix, si les conflits d'intérêts économiques et les différences de perspectives politiques croissaient, leur impact était limité par un consensus, explicite ou tacite, sur les affaires de sécurité proprement dites. Tel n'est plus le cas aujourd'hui. L'interaction entre d'une part la résurgence du débat nucléaire (provoqué par les affaires de la bombe à neutrons et des euromissiles) depuis 1978-1979 et, d'autre part, les réactions divergentes des deux côtés de l'Atlantique aux crises d'Iran et d'Afghanistan, de Pologne et d'Amérique centrale, ont mené à une telle escalade rhétorique que les postulats les plus fondamentaux non seulement de l'OTAN mais de l'alliance comme telle, voire de la conception que chaque partenaire se fait de sa propre sécurité, commencent à être attaqués par des minorités fort actives qui ne sont pas sans influence sur les positions plus orthodoxes de leurs gouvernements respectifs.

De vieux thèmes des années cinquante (comme la neutralisation ou la dénucléarisation de l'Europe) ou de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix (comme le retrait d'Europe des troupes américaines) sont ressuscités sous les influences (qui à la fois s'opposent et se renforcent mutuellement) d'un nouveau nationalisme ou d'un nouvel unilatéralisme allemand d'une part, américain de l'autre, qui prennent la forme d'un pacifisme de gauche anti-américain dans un cas et d'un globalisme de droite anti-européen de l'autre¹.

Du coup, les affaires de défense qui, jusqu'ici, fournissaient la base d'un accord minimum et le cadre qui limitait la portée des désaccords politiques se trouvent empêchées de remplir cette fonction parce qu'elles sont impliquées elles-mêmes au premier chef. Reste à savoir si cela est dû à un changement intrinsèque dans le domaine de la sécurité lui-même, ou si ce sont les changements économiques, sociaux et politiques qui finiront par le mettre en question de l'extérieur.

Cette ambiguïté est plus manifeste qu'auparavant, mais elle est fondée sur la structure même de la sécurité européenne et des relations Est-Ouest. Qu'on la formule en termes de « changement et sécurité en Europe »², ou de : « le changement social et la défense de l'Occident »³, la règle du jeu européen depuis l'époque du plan Marshall et les débuts de l'endiguement, a concerné l'interaction de l'équilibre militaire et de l'évolution intérieure des deux moitiés de l'Europe. Plus qu'en aucun autre lieu et qu'à aucune autre époque, la puissance militaire a été déployée, du moins du côté occidental, non pour être utilisée mais pour dissuader, et la dissuasion a visé au moins autant à encourager la consolidation intérieure de l'Ouest, et, éventuellement, l'évolution intérieure de l'Est qu'à décourager une attaque militaire. Le rôle politique, psychologique, avant tout négatif et, en tout cas, indirect de la force l'a rendue à la fois omni-présente et insaisissable. Elle entre en ligne de compte dans les calculs et, plus encore, dans les réactions politiques, mais personne ne peut dire à quel niveau de conscience ni même dans quelle direction. Un même comportement (tel que l'attachement inconditionnel de certains gouvernements

1. Voir mon article : « Le retour du pacifisme en Europe », *Le Débat*, décembre 1981.

2. Cf. les *Adelphi Papers* 45 et 48 publiés sous ce titre en 1968.

3. Cf. l'article de M. HOWARD sous ce titre dans Myers (K.) Ed. : *NATO-The Next Thirty years*. Westview Press, 1980, pp. 345-360.

d'Europe occidentale à la détente ou l'opposition des mouvements contestataires au réarmement ou aux armes nucléaires) peut être attribué à l'optimisme ou au pessimisme dans l'interprétation du comportement soviétique, à la crainte de la guerre ou au scepticisme sur l'existence du risque, à l'idée que l'équilibre militaire n'a pas d'importance ou de signification ou, au contraire, qu'il s'est déplacé irréversiblement.

Et pourtant, paradoxalement, bien que le militaire et le politique, l'objectif et le subjectif, soient liés de manière à la fois indissoluble et ambiguë, c'est le contraste ou le décalage entre eux qui constitue le problème central et non résolu de l'alliance et le facteur dynamique et imprévisible de la situation européenne. L'équilibre militaire, global et régional s'est sans doute déplacé et pourrait bien être devenu pour la première fois, par lui-même, un facteur d'instabilité et de changement; il demeure cependant dans l'ensemble, la variable la plus stable de l'équation. Au contraire, les dimensions économique et, plus encore sociale, culturelle et idéologique, ont évolué considérablement et c'est le conflit qui les oppose aux contraintes géostratégiques qui est à la racine des crises récurrentes à l'intérieur de l'alliance occidentale aussi bien que du bloc soviétique.

La structure de sécurité de l'Europe est la même qu'en 1945: elle est fondée sur la présence, au centre du continent, de troupes américaines et d'armes nucléaires qui fournissent un contrepoids à la présence soviétique et un cadre contraignant à l'évolution de l'Allemagne. Mais la manière dont le système est perçu des deux côtés de l'océan a fondamentalement changé. Non seulement les rapports de puissance mais les intérêts nationaux des acteurs principaux peuvent favoriser, comme l'a soutenu A. de Porte⁴, le maintien du système actuel; mais les attitudes et les aspirations des sociétés entrent de plus en plus en contradiction avec lui. De nouveaux liens (par exemple entre les deux Europe, et plus spécialement entre les deux Allemagne) et de nouveaux conflits (par exemple entre la Communauté européenne et les États-Unis ou entre le système impérial soviétique et l'évolution intérieure des pays satellites) risquent de transformer la structure géostratégique de base en un squelette décharné, sinon en une coquille vide.

C'est là le danger auquel l'Union soviétique a réagi en Pologne. Elle l'a fait plus facilement et plus élégamment qu'en Hongrie et en Tchécoslovaquie, mais l'indignation publique dans la plus grande partie de l'Occident a été plus grande. C'est que la confirmation même de la division de l'Europe la faisait apparaître comme plus intolérable que jamais auparavant.

En d'autres termes, des deux dimensions de base de tout ordre international, la puissance et la légitimité, la première, bien qu'elle soit entrée en mouvement, est encore, pour l'instant, préservée dans l'ensemble, mais la seconde a constamment décliné. De Porte a eu raison jusqu'ici dans la mesure où les digues du système ont réussi à contenir les défis successifs provenant du changement social. La dernière phase des événements de Pologne est une confirmation provisoire de plus de sa thèse. Mais la faiblesse de celle-ci est de négliger à la fois les déplacements souterrains qui se sont produits et les coûts des crises subséquentes, donc leurs effets

4. A. DE PORTE, *Europe between the Superpowers*. Yale University Press, 1979.

négatifs (que ce soit par érosion ou par explosion) sur l'aptitude des acteurs principaux à poursuivre leurs politiques respectives.

Là où, me semble-t-il, il se trompe le plus sûrement c'est dans l'idée que la division de l'Europe après la Deuxième Guerre mondiale a résolu le problème allemand.

Il a peut-être raison de penser qu'elle a rendu toute autre solution impossible et que la situation présente est préférable aux yeux de tous (sauf à ceux des Allemands) à la réunification nationale de ces derniers. Mais il est clair que leur sentiment d'identité, et leur relation subjective à leurs compatriotes de l'autre Allemagne, à l'Est et à l'Ouest, à l'URSS et aux États-Unis, est en train de subir de profonds changements qui, à leur tour, réagissent sur les changements que subit parallèlement la perception que les Américains ont d'eux-mêmes et de leur rôle dans le monde.

Il se peut que les séductions de l'Est, (sous sa forme russe pour l'Allemagne ou sous sa forme orientale pour les États-Unis) ou celle d'une priorité pan-européenne pour l'Allemagne, et d'une priorité globale (ou, au contraire, hémisphérique) pour les États-Unis resteront des mirages ou du bluff. Mais il reste vrai que l'émergence d'une « structure de paix » européenne certes ambiguë, centrée sur la relation germano-soviétique, et d'un théâtre global de conflit, non moins ambigu, centré sur la rivalité soviéto-américaine, est un fait nouveau. Ce fait est en interaction avec une crise générale des rapports entre État et Société qui affecte, en particulier, l'aptitude des États-Unis et de la République Fédérale à conduire des politiques cohérentes ou, moins encore, concertées.

Mais cette crise elle-même nous impose plus que jamais de nous rappeler que, dès le début, l'objet de l'alliance atlantique a été tout autant de gérer un processus que de maintenir une structure. Sacrifier une structure fondée sur des intérêts de sécurité communs soit (comme certains Allemands commencent à y rêver) pour favoriser les processus politiques qui se sont développés sous sa protection, soit, au contraire, parce que (comme certains Américains), on n'aime pas le tour qu'ils sont en train de prendre, ne peut pas ne pas être contre-productif. Mais il est tout aussi dangereux d'ignorer les processus et de se concentrer exclusivement sur les intérêts et les structures, conçus de manière statique, au lieu d'essayer de pousser à une adaptation réciproque entre ces derniers et les nouvelles priorités et contraintes intérieures, nationales, pan-allemandes, pan-européennes, et globales.

I - LA VULNÉRABILITÉ INÉGALE ET LA PEUR RÉCIPROQUE DU « DÉCOUPLLEMENT »

Sans doute, à la racine des divisions transatlantiques peut-on trouver l'existence des deux côtés de l'océan de combinaisons différentes d'éléments analogues : faiblesse et puissance, vulnérabilité et agressivité. Plus chaque partenaire se sent vulnérable, plus il tend à se comporter envers l'autre de manière agressive et plus, par là même, il manifeste ses faiblesses internes et il aggrave la vulnérabilité envers des tiers qui était, au départ, la source même du problème.

C'est là que l'objectif et le subjectif se rencontrent. Quand on considère les différends qui opposent les États-Unis et l'Europe, voire les Européens eux-mêmes (comme la France et la RFA) à propos des relations Est-Ouest ou Nord-Sud, les deux vues les plus traditionnelles ont tendu à souligner avant tout les différences de perception (c'était l'interprétation dominante chez les Américains) et les différences d'intérêt (vue européenne, en particulier gaulliste ou marxiste). Aujourd'hui cette dernière vue se fonde sur l'émergence, que nous avons déjà évoquée, d'une dualité entre un théâtre global de conflit (à mesure que le conflit Est-Ouest s'étend plus directement et plus activement à des régions comme l'Afrique, où il était plus marginal), dans lequel les intérêts des États-Unis, en tant que puissance globale, sont plus directement et immédiatement impliqués que ceux des puissances régionales européennes, et une structure de paix européenne fondée sur l'interdépendance économique et les contacts humains, où les intérêts des Européens, et particulièrement des Allemands, sont beaucoup plus directement et fondamentalement impliqués que ceux des États-Unis.

De même, les différends sur la dissuasion ont souvent été vus par les Américains comme provenant de différences de doctrine, ou d'une perception inadéquate par les Européens, des réalités stratégiques, tandis que beaucoup d'Européens ont souligné la différence objective d'intérêts entre les États-Unis et l'Europe à propos, par exemple, de l'emploi des armes nucléaires dans une guerre limitée.

Cela nous amène à la troisième interprétation, qui souligne avant tout les différences de stratégie. Selon cette perspective, les Européens ne perçoivent pas la menace soviétique de manière très différente des Américains et n'ont pas moins intérêt qu'eux à l'enrayer, de même que la survie de la détente ou de la maîtrise des armements sont également dans l'intérêt des États-Unis. Il y a désaccord, simplement, sur le moyen d'atteindre ces buts, les Européens favorisant une approche plus différenciée⁵.

Les sondages indiquent que l'image de l'Union soviétique et la perception de ses actions ne sont pas plus favorables ou rassurantes en Europe qu'aux États-Unis ; mais les réactions à son égard et, en particulier, la disposition à prendre des risques, surtout celui d'une confrontation violente, pour lui résister, varie spectaculairement. Mais c'est moins là affaire de stratégie rationnelle que d'attitudes morales et psychologiques, ou de perception par chacun de sa propre situation, plutôt que des intentions soviétiques. Souvent, un optimisme apparent à propos de cette dernière cache un pessimisme plus profond à propos de soi-même. Publiquement ou consciemment, on proclame l'interprétation la plus rassurante de la politique soviétique précisément parce qu'en profondeur on n'ose pas regarder en face les conséquences pratiques qu'appellerait la moins rassurante.

Au-delà de la dimension rationnelle des perceptions, des intérêts et des stratégies, on trouve, donc, la dimension plus insaisissable mais encore plus cruciale des attitudes fondées sur des situations différentes ou perçues différemment. Au niveau rationnel, il y a plus de communauté que de divergence entre les intérêts des États-Unis et de l'Europe, et il ne devrait pas être impossible d'aboutir à un

5. R. LEGVOLD, « Containment without Confrontation ». *Foreign Policy*, Fall 1980, pp. 74-99.

compromis quelconque sur la nature de la menace commune et de la meilleure stratégie à lui opposer. Mais ces mêmes perceptions et ces mêmes stratégies ne peuvent pas ne pas être interprétées différemment sur la base de profondes différences (ou de subtiles nuances) entre les sentiments de sécurité ou de vulnérabilité, de solidarité ou de responsabilité, des différents partenaires. Et ce sont ces différences qui apparaissent non seulement entre l'Amérique et l'Europe, mais à l'intérieur de l'Europe elle-même entre petits pays et puissances moyennes, entre puissances nucléaires et non nucléaires, entre Protestants et Catholiques, entre les Allemands et leurs voisins ou alliés.

Cela expliquerait pourquoi, alors que par le passé la détente a tendu à encourager les politiques indépendantes tandis que les crises Est-Ouest tendaient à resouder l'alliance occidentale, en 1980 les crises d'Iran et d'Afghanistan ont tendu à la diviser, et, en 1981-82 les frictions continues à propos de la répugnance européenne à s'engager dans des entreprises à direction américaine à l'extérieur du continent (comme la défense du Golfe Persique), le renouveau du mouvement pacifiste en Europe et d'une rhétorique belliqueuse à Washington, et les divergences à propos de la Pologne et surtout du pipeline et des rapports économiques Est-Ouest, indiquent l'existence et l'aggravation d'une crise toujours plus profonde à propos des relations avec l'Union soviétique.

L'ennui est que les attitudes des deux côtés de l'océan sont sans doute incompatibles non seulement entre elles mais avec les exigences de la situation. Le rêve américain (surtout présent dans l'administration Reagan) de revenir à la guerre froide des années cinquante et le rêve européen (surtout allemand et nordique) de s'accrocher à la détente des années soixante-dix pourraient être également irréalistes. Et pourtant, des deux côtés de l'Atlantique, il existe des « majorités morales » (qui, d'ailleurs, n'ont rien de particulièrement moral ni, surtout, de majoritaire mais sont plutôt des minorités actives et influentes) qui voient la politique en termes absolus ce qui les amène, dans le cas américain, à identifier la morale avec la suprématie des États-Unis et la destruction du communisme, tandis que, dans le cas de l'Europe protestante, elles identifient la morale avec la paix à tout prix et l'immoralité avec les armes nucléaires (même dans un rôle dissuasif) surtout si elles se trouvent du côté occidental.

À la fois au niveau des gouvernements et à celui des majorités moins « morales » mais plus réelles telles que les révèlent les sondages et les élections, le contraste des attitudes est beaucoup moins radical. Après tout, le gouvernement Schmidt, largement soupçonné (en partie à juste titre) d'avoir succombé à l'hydre tricéphale du pacifisme, du neutralisme et de l'anti-américanisme, engage son existence sur l'acceptation du déploiement de missiles que l'archétype de l'Allemagne rassurante et pro-occidentale, Konrad Adenauer, avait refusé pendant les années cinquante comme étant trop dangereux. Inversement, le belliciste, aventuriste et unilatéraliste Ronald Reagan accepte une négociation sur les euromissiles, propose une « option zéro » sur les fusées, reprend les négociations SALT sous un autre nom, tout cela contre son instinct profond et ses intentions initiales, et, en grande partie du moins, pour « apaiser » les Européens et aider le gouvernement allemand. Contre Castro et Khadafi, de même que contre l'Union soviétique elle-même, ses dénonciations verbales ont été plus constantes que son action effective. (La reconduction de

l'accord sur le blé n'en est que la dernière illustration). Quant au gouvernement socialiste français, il s'est rangé sans équivoque du côté américain sur les questions nucléaires en Europe; et même dans le Tiers monde, s'il prend le contrepied des États-Unis en Amérique centrale, il se montre très pragmatique et soucieux de bloquer l'expansion soviétique en Afrique, et moins éloigné des États-Unis que ses prédécesseurs sur le Proche-Orient.

Dans la crise polonaise, la première réaction de tous les gouvernements occidentaux a mis l'accent sur la prudence et la non-interférence. Il est vrai que seuls les Allemands s'en sont tenus à cette position de manière déterminée et permanente, mais le durcissement (surtout verbal) du gouvernement français et celui (intermittent et partiel) du gouvernement américain semblent avoir été commandés par les réactions de l'opinion publique plus que par une politique cohérente.

Les opinions publiques elles-mêmes, des deux côtés de l'Atlantique, sont moins éloignées que leurs élites actives respectives. Une grande majorité du peuple allemand se méfie de l'URSS et demeure favorable à l'alliance atlantique et à la présence américaine; une petite majorité, au début de 1982, approuvait la décision de l'OTAN sur les euromissiles⁶. Inversement, un nombre croissant d'Américains redoute la guerre nucléaire et une majorité se demande si le déploiement de missiles à longue portée en Europe n'en accroît pas le danger⁷. L'opinion américaine, contrairement à son gouvernement et aux tendances récentes des spécialistes, reste aussi favorable à l'*arms control* que les Européens. Récemment, on a assisté à la rapide montée d'un mouvement pacifiste, qui a gagné un soutien important de la part des évêques catholiques et des sénateurs libéraux qui semblent même y voir un thème montant de campagne électorale.

Si l'on compare la France et la RFA, là aussi les deux majorités sont moins différentes que ne sembleraient l'indiquer l'atmosphère au niveau de élites politiquement actives: les Français sont plus neutralistes et plus portés à capituler en cas de guerre, les Allemands sont plus atlantistes qu'ils n'en ont la réputation⁸. Entre la France et l'Allemagne, le paradoxe encore inexpliqué est précisément le décalage entre d'une part les niveaux des deux gouvernements et celui des deux « majorités silencieuses » qui convergent et celui des minorités actives (étudiants, intellectuels, media, etc.) qui divergent à un degré étonnant, comme le montrent leurs réactions contrastées sur la question des missiles et sur celle de la Pologne. En Allemagne, les démonstrations anti-nucléaires ont rassemblé des centaines de milliers de personnes, les démonstrations contre le coup de général Jaruzelsky quelques centaines tout au plus. En France, les proportions ont été du moins en 1981 et au début de 1982, presque exactement inverses. Les deux gouvernements ont signé l'accord sur le gaz (en fait les Français, contrairement aux Allemands, l'ont même fait après le coup). Mais en France la décision fut unanimement critiquée par la gauche non communiste, y compris les syndicats et les journaux favorables aux Socialistes, tandis

6. Voir les deux grands sondages de l'Institut Allensbach dans *Capital*, 8, 1981, et de l'Institut EMNID dans *Der Spiegel*, 48, 49, 50, 1981. Un sondage gallup plus récent trouve 41% et 27% contre. *Le Point*, 15 mars 1982.

7. *Time*, 29 décembre 1981.

8. Selon le sondage du *Point*, 15 mars 1982, les Allemands restent le peuple le plus pro-atlantique et pro-américain d'Europe.

qu'elle était unanimement acceptée en Allemagne, à part des déclarations de l'opposition CDU-CSU qui semblaient presque de pure forme. (Il est vrai que, depuis, l'embargo reaganien a amené, en France comme en Allemagne, les adversaires de l'accord eux-mêmes à le défendre contre les pressions américaines).

Les intellectuels et les media français ont découvert le totalitarisme et le danger soviétique; leurs homologues allemands ont découvert (ou redécouvert) l'impérialisme et le bellicisme américains et tendent, implicitement et indirectement, à une vue indulgente de l'Union soviétique, et qui contraste, selon les sondages, avec celle du public allemand en général.

Tout ceci étant dit, des différences réelles existent, même à ce niveau du grand public: les Américains sont plus disposés à résister à l'agression militairement, même en Europe, que les Européens eux-mêmes, et ces derniers, en particulier les Allemands, sont moins disposés à sacrifier la détente. Dans un sondage de 1980, 57% des Américains mettaient la fermeté envers l'URSS au premier rang, 52% des Français et 63% des Allemands donnaient la priorité à la détente.⁹

Le résultat américain est d'autant plus remarquable que, comme le montre un autre sondage, si la peur de la guerre a augmenté aux États-Unis comme en Europe, la crainte de l'agression communiste a diminué et beaucoup plus que chez les Européens¹⁰. La seule manière – provisoire – de concilier tout cela serait de penser que le public américain a davantage confiance en lui-même et veut réaffirmer le rôle de l'Amérique dans le monde, la compétition active avec l'Union soviétique, tout en maintenant un dialogue avec cette dernière pour éviter la guerre nucléaire, tandis que le public d'Europe occidentale, et surtout la RFA, est plus inquiet, moins enclin à prendre des risques et plus soucieux de sauver la détente, à la fois à cause de ses gains et de ses perspectives positives, et comme assurance supplémentaire contre l'éventualité d'une agression soviétique.

La clef pour comprendre ces différences serait peut-être à chercher dans la notion de vulnérabilité comparée. Les États-Unis sont devenus vulnérables à la fois à une attaque nucléaire soviétique et à un boycott pétrolier arabe; donc ils sont forcément portés à considérer au moins autant leurs intérêts propres que ceux du système occidental, et à accepter moins facilement, de prendre des risques ou d'encourir des sacrifices pour protéger ce dernier. Les Européens, eux, (ainsi que les Japonais) ont toujours été vulnérables et continuent à l'être; mais ils le sont plus qu'auparavant et continuent à l'être davantage que les Américains. Ce sont ces derniers qui détiennent la clef des relations avec l'Union soviétique et avec les producteurs de pétrole mais, si ces articles tournent mal, ce sont les Européens qui en subiront les conséquences plus encore que les Américains, tout en ayant moins d'influence qu'eux sur le cours des événements.

C'est ce sentiment d'être les victimes potentielles d'une situation qu'ils ne peuvent contrôler qui produit, sinon la complaisance dans l'angoisse et dans l'auto-compassion si répandues en Allemagne, du moins une surveillance inquiète et

9. *Le Point*, 9 mars 1981.

10. W. WATTS, « America's Hopes and Fears. The future can fend for itself », *Psychology Today*, septembre 1981.

soupçonneuse de la politique américaine, et une propension à contracter des assurances supplémentaires plutôt que de nouveaux engagements. À son tour, cette attitude suscite une irritation et une méfiance compréhensibles des Américains, aux yeux desquels la plus grande vulnérabilité de l'Europe devrait conduire celle-ci à un engagement accru dans l'endiguement (voire la punition) de l'Union soviétique ou dans le maintien de la sécurité du Golfe. Or c'est précisément à cause de cette plus grande vulnérabilité que les Européens croient moins pouvoir se permettre de prendre des risques. Inversement, leur propre recette pour réduire leur vulnérabilité pourrait bien, en fait, l'accroître ; ce pourrait bien être le cas pour le contrat du gaz avec l'Union soviétique. Plus généralement, les réalisations positives de la détente et de l'*Ostpolitik* créent, par définition, des intérêts acquis à leur maintien et ces intérêts acquis entraînent, également par définition, une vulnérabilité accrue au chantage de l'URSS ou de la RDA, et à la suspicion (conduisant également à une autre forme de chantage) des États-Unis.

D'où ce que l'on pourrait appeler la peur réciproque du « découplage ». En une période de parité, où la supériorité locale soviétique n'est plus compensée par la supériorité stratégique américaine, les Européens s'inquiètent (et y sont encouragés par des déclarations américaines autorisées) de l'avenir de la « dissuasion élargie » et des risques de « découplage stratégique » américains. D'autre part, en une période où les conflits sont devenus globaux et où l'environnement de l'Europe n'est plus contrôlé par les États-Unis, les Européens s'efforcent désespérément de « découpler » la détente Est-Ouest intra-européenne par rapport aux autres conflits (y compris ceux qui se déroulent à l'intérieur de l'Europe orientale) et par rapport aux relations américano-soviétiques. Ils veulent que la dissuasion demeure indivisible mais que la détente devienne divisible, ou encore ils veulent avoir leur propre détente sans avoir leur propre défense ; ils justifient ainsi les craintes américaines de « découplage » politique européen.

Naturellement, les deux craintes se renforcent mutuellement : plus les Européens tentent de « découpler » leur détente par rapport à la politique américaine, plus les Américains se demandent pourquoi ils ne « découpleraient » pas leur défense par rapport à celle de l'Europe ; et plus les Américains réagissent ainsi, plus les Européens se demandent si dans ces conditions leur lien avec les États-Unis n'augmente pas le danger de guerre (une guerre qui serait limitée aux yeux des États-Unis mais synonyme de destruction totale pour l'Europe) au lieu de le réduire, ou encore si les Américains ne leur demandent pas de payer un prix économique et politique de plus en plus élevé pour une protection de plus en plus incertaine. D'où le débat entre les deux élites gouvernementales, qui fait le jeu des contre-élites extrémistes ou unilatéralistes, lesquelles ne croient ni à la dissuasion nucléaire en Europe ni à des politiques communes dans le reste du monde.

II - « LA PAIX CHAUDE », LE BEURRE OU LES CANONS, ET LA DIVERGENCE DES POLITIQUES INTÉRIEURES

Ce qui ajoute une dimension nouvelle à un problème permanent, c'est le changement du contexte politique dû au caractère général de la période et aux situations intérieures particulières des différents pays de l'alliance.

Depuis 1973 nous avons glissé petit à petit dans une période que j'ai suggéré de désigner du nom de « paix chaude ». Sa première phase, de 1973 à 1979, peut être définie comme le déclin de la détente; depuis, 1979, elle ressemble plutôt à une nouvelle guerre froide. Mais, précisément, son caractère principal est d'être plus complexe et contradictoire et que l'ancienne guerre froide et que l'ancienne détente. Elle est marquée par la coïncidence entre d'une part, un renouveau de la tension Est-Ouest et une redécouverte du danger soviétique et, d'autre part, la crise économique générale. Surtout, les deux crises succèdent à une période plus facile, caractérisée à la fois par la détente et par la croissance économique, et où les contraintes de la défense et celles de la rareté étaient les unes et les autres perçues comme dépassées. Cette perception a conduit à son tour à d'autres crises et d'autres conflits, qui n'étaient causés ni par la détente ni par l'abondance mais étaient rendus possibles par elles: ils étaient liés à la recherche de la qualité de la vie, de l'identité ou de la réalisation de soi, au niveau des différents groupes, nationaux, ethniques, sexuels, ou à celui des générations.

Maintenant que les vieux spectres de la guerre (froide, voire chaude) et de la pauvreté sont revenus parmi nous, le premier résultat est une compétition acharnée pour des ressources rares. D'où la renaissance des vieux dilemmes: beurre ou canons, dépenses militaires contre dépenses sociales et, indirectement défense contre détente et *arms control*, vus comme des moyens de maintenir les vieilles priorités. Jamais il n'y a eu aussi peu de consensus sur la source de la menace principale. Naturellement, la gauche tend, dans chaque pays, à donner la priorité aux dépenses sociales et la droite à la défense. Certains pays, comme la France où un consensus existe en faveur des dépenses militaires, essayent d'échapper à ce dilemme mais la croissance des dépenses publiques oblige de plus en plus le gouvernement socialiste à des choix. Réciproquement, les priorités de l'administration Reagan sont mises en cause de plus en plus par ses partisans eux-mêmes.

Mais si c'est là le dilemme le plus universel, ce n'est pas le seul. Les génies que l'âge de l'abondance et de la détente a laissé s'échapper ne peuvent être rappelés au nom du danger soviétique ou de l'austérité. Dans certains pays plus que dans d'autres la « révolution culturelle » de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix produit un effet à retardement sous la forme d'une réaction romantique parfois violente contre le nouveau réalisme imposé par le retour aux contraintes anciennes. Les partis socialistes (comme le SPD allemand) ou communistes (comme le PCI italien) sont parfois coincés entre premièrement, les priorités imposées par le durcissement de la politique internationale, deuxièmement, celles de la classe ouvrière et de l'État-providence qui sont leurs raisons d'être, et, d'autre part, celles d'une jeunesse gauchiste, écologiste, anti-nucléaire ou pacifiste dont la désaffection peut leur coûter la marge étroite qui les maintient au pouvoir ou qui leur donne une chance d'y accéder.

Ce qui est certain, c'est que la liberté d'action de tous les gouvernements tend à être bridée et que leur certitude de rester au pouvoir tend à être ébranlée. La quasi-paralysie quasi-inévitable des gouvernements, face, en particulier, au caractère intraitable des problèmes économiques, donne une prime à l'opposition et à la tentation d'expérimenter des solutions de rechange nettes, dont le contenu importe moins que leur contraste par rapport aux formules usées, pragmatiques ou bureaucratiques, qui les précèdent. Bien plus que les poussées à gauche ou à droite que l'on annonce périodiquement, c'est ce désir de changement qui explique l'élection de F. Mitterrand ou d'A. Papandreou, aussi bien que celle de M. Thatcher ou de R. Reagan. Plus que les lames de fond, donc, ce qu'on trouve ce sont des changements nationaux plutôt imprévisibles et de durée normalement plutôt courte, dont la conjonction accidentelle peut néanmoins avoir des conséquences à long terme.

Le résultat est que les débats parallèles tels que celui du beurre ou des canons ont peu de chances d'aboutir à des conclusions parallèles dans tous les pays importants. D'où la difficulté de toute politique concertée et de toute planification au niveau de l'alliance ou même de l'Europe. Il est vrai que certains exemples (comme la lune de miel d'un an et demi entre Reagan et Mitterrand) indiquent que des différences majeures de politique intérieure n'excluent pas nécessairement des convergences non moins majeures de politique étrangère. Mais il était clair que l'échec économique allait mettre en question cette harmonie. Quant à la combinaison, assez probable, au moins pour quelques années, d'une Allemagne dirigée par la CDU et d'une France dirigée par le Parti socialiste, elle ne semble guère de nature à promouvoir l'harmonie en Europe et dans l'alliance, surtout si l'Allemagne n'est plus, pour diverses raisons, à même de jouer son rôle traditionnel d'ancre, de pivot et d'honnête courtier »¹¹. Cette perspective d'une évolution divergente des principaux gouvernements risque d'être une source de troubles importante pour l'alliance au cours des années quatre-vingts.

III - LES ÉTATS-UNIS ET L'ALLEMAGNE : PARALLÈLES ET OPPOSITIONS

Le problème est infiniment plus sérieux quand il implique les deux pays dont la relation a fourni la base structurelle de l'alliance et quand ce qui diverge ce n'est pas seulement l'orientation actuelle des deux gouvernements mais des tendances plus profondes des deux sociétés et de leurs systèmes politiques. L'alliance peut digérer des tendances pacifistes en Hollande et neutralistes en Grèce, la Grande-Bretagne virant à droite et la France virant à gauche. Là où elle commence vraiment à être en danger, c'est quand les deux pays qui ont, dès le début, été organiquement liés à la structure et à la raison d'être de l'alliance deviennent incapables de remplir leur fonction consistant à veiller au maintien du système, soit parce qu'ils sont embarqués dans des voies centrifuges, soit parce qu'ils sont devenus incapables de conduire des politiques cohérentes.

Les deux pays deviennent plus égocentriques, ou du moins donnent une plus grande priorité qu'auparavant à leurs buts nationaux et une moindre aux buts

11. P. KATZENSTEIN: « West Germany's Place in American Foreign Policy », in: Rosecrance R. Ed. *America as an ordinary Country*, Cornell University Press, 1976.

collectifs de l'alliance. Cela est dû en partie à une certaine introversion psychologique (que l'on peut interpréter soit comme une redécouverte des racines nationales soit comme une re-provincialisation) et à une plus grande influence des forces domestiques (du climat psychologique et social, à travers les mouvements collectifs jusqu'aux medias, aux partis, aux autorités locales) par rapport aux anciennes élites internationalistes ou aux professionnels de la diplomatie. Ces forces sociales produisent, comme l'a souligné S. Huntington dans le cas des États-Unis¹², à la fois une plus grande exigence d'autorité et d'énergie gouvernementales et une plus grande difficulté à la satisfaire: ils rendent des politiques réalistes deux fois plus difficiles, en émettant des demandes utopiques dont la satisfaction présupposerait des changements fondamentaux dans la nature de la politique internationale, et en provoquant paralysie et imprévisibilité dans le fonctionnement du gouvernement.

Au point de vue des relations entre État et société, les États-Unis et la République fédérale présentent des ressemblances et des différences également frappantes. Dans les deux pays, un certain glissement à droite s'est produit. Aux États-Unis il a contribué (avec le besoin de changement et le rejet du président Carter) au résultat des élections de 1980 et est accompagné d'un glissement des modes intellectuelles (voir la montée du néo-conservatisme) et des valeurs dominantes. En Allemagne fédérale le SPD décline spectaculairement et la CDU est de loin le premier parti. Mais l'élection de 1980 est allée dans la direction opposée, en partie à cause du problème de la guerre et de la paix, qui a plus nui à F.J. Strauss qu'à R. Reagan, en partie à cause du prestige d'Helmut Schmidt, supérieur à celui de Jimmy Carter. Surtout, la mode des milieux intellectuels et celle des media est plus que jamais à gauche. Au niveau de la majorité elle-même, si certaines réactions populaires, comme la crainte et l'hostilité croissantes à l'égard des immigrés, peuvent être interprétées comme indiquant des tendances à l'autoritarisme de droite¹³, le même sondage qui indiquait une large convergence entre les publics allemand et américain sur les questions internationales, indique aussi qu'à propos d'un certain nombre de thèmes, de valeurs et d'attitudes en matières sociales et psychologiques les deux sociétés tendent à s'éloigner l'une de l'autre. Si toutes les deux expriment des attitudes positives envers l'accomplissement de soi individuel et envers la famille, le public américain s'exprime aujourd'hui plus positivement à propos de l'autorité, du progrès technique et du travail, que le public allemand lequel est, en revanche, beaucoup plus favorable à la liberté sexuelle¹⁴.

Bien sûr, il ne faut pas déduire d'une enquête par sondages que la « majorité morale » a gagné la partie aux États-Unis (au contraire son influence semble décliner depuis l'élection de son candidat) ni que les attitudes autoritaires soient mortes en Allemagne. Simplement, il semble bien que la « révolution culturelle » des années soixante soit en bout de course aux États-Unis (encore qu'elle puisse avoir de beaux retours comme la grande manifestation pacifiste de juin 1982 à New York) et fasse place sinon à un véritable retour aux valeurs traditionnelles d'autorité, de travail et de moralité privée, du moins à une nostalgie à leur égard; au contraire,

12. S. HUNTINGTON, « American Foreign Policy: the Changing Political Universe », in Myers K. Ed., *op. cit.*, pp. 239-253.

13. R. SCHUELER, « Die Angst vor den Fremden », *Die Zeit*, 1^{er} janvier 1982.

14. *Capital*, 8, 1981.

la « révolution culturelle » allemande semble en plein essor, les Allemands n'ayant pas encore achevé leur évolution de la rigidité pré-industrielle prussienne au relâchement permissif post-industriel.

Les sources de l'opposition à l'État sont, elles aussi, à la fois proches et distinctes. Aux États-Unis, les attitudes anti-gouvernementales sont fondées avant tout sur la méfiance envers la bureaucratie, les dépenses publiques et l'État-providence, au nom de l'initiative privée et d'un retour au capitalisme traditionnel, encore que la renaissance du pacifisme montre que la « contre-culture » de gauche n'est pas morte. En Allemagne, les deux aspects existent mais dans des proportions différentes. Les difficultés de Schmidt viennent en grande partie de l'évolution de son propre parti vers la gauche. Si, électoralement, le déplacement le plus important va du SPD au CDU, socialement le plus significatif est l'affaiblissement du FDP et la montée des « Verts ». En Allemagne comme aux États-Unis l'affaiblissement des partis politiques dans leur ensemble est sans doute plus important que le déplacement entre eux, mais en Allemagne il est directement lié à la montée des « Bürgerinitiativen » (qui comptent deux fois plus de membres que les partis) et à la révolte des minorités qui menace d'amener une « guerre civile écologique » et, pour l'instant, peut compter à son actif des exploits comme celui de bloquer avec succès pendant des mois et des années, le programme nucléaire civil allemand, la construction d'une troisième piste à l'aéroport de Francfort, ou d'un nouveau chemin de fer, ou celui de mobiliser trois cent mille personnes contre les euromissiles ou la visite de Reagan.

Les deux séries d'indications convergent vers un problème central : celui du rôle de la révolte des jeunes. Aux États-Unis le phénomène continue à exister, mais en terme d'influence sur le système politique son apogée semble avoir eu lieu à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix. Depuis, il s'est trouvé battu en brèche par de nouvelles conditions démographiques et économiques et par un nouveau type de révolte populiste, celui de la « nouvelle droite ».

En Europe, la révolte des jeunes a continué, dans certains pays plus que dans d'autres. Ce qui distingue l'Allemagne c'est que là (et sans doute là seulement, sauf peut-être, dans une certaine mesure, aux Pays-Bas) elle semble donner corps à un mouvement politique, ou, dans une certaine mesure, à une contre-société¹⁵ qui devient un facteur social et international durable et important.

Le résultat le plus frappant des sondages de 1981 que nous avons déjà cités est l'écart entre la génération de 18 à 35 ans (en particulier la fraction qui a fait des études) et la majorité du public, ainsi que, à l'intérieur de cette génération, le profil spécifique de ceux qui sont, en faveur du mouvement des « Verts ». Si un tiers seulement de la population en général est favorable au neutralisme, c'est le cas pour 45% des jeunes contre 40% et pour 82% des « Verts »¹⁶. Personne ne sera surpris qu'être jeune et avoir fait des études signifie d'être plus favorable au pacifisme et aux valeurs « post-matérialistes », ni que les Verts soient le mouvement qui compte

15. M. HALLER (Ed.), *Aussteigen oder rebellieren?*, Rowohlt, 1981 ; et l'ouvrage collectif, *Ils vivent autrement. L'Allemagne alternative...* Publié sous la direction de I. DIENER et S. SUPP, Paris, Stock, 1982.

16. *Capital*, 8, 1981, p. 90 et 93.

la plus grande proportion de jeunes électeurs. Il est plus révélateur que, selon la formule simplificatrice mais pas entièrement trompeuse du *Spiegel* « vert égale rouge »¹⁷ et que les Verts soient (à l'exception des Communistes) la fraction de la population la plus prompte à rendre les États-Unis plutôt que l'Union soviétique responsable de tous les maux de la terre et, en particulier, des dangers de guerre.

Le succès des « Alternatifs » à Berlin en 1981 et celui des « Verts » en 1982 à Hambourg et à d'autres élections locales, et l'alliance des deux mouvements, semblent leur donner une signification directement politique et nationale. Il est intéressant qu'à Berlin ce qui avait commencé comme un mouvement de squatters et semblait illustrer la retraite de « l'opposition extra parlementaire » de la fin des années soixante sur des actions locales et apolitiques, réémerge avec un programme comprenant la dénucléarisation de l'Allemagne et le retrait des garnisons alliées de Berlin. Il est non moins important que la crise de la coalition des sociaux-démocrates et des libéraux et celle des deux partis eux-mêmes conduise des hommes politiques importants à plaider pour une coalition du SPD (et peut-être de l'aile gauche du FDP avec les Verts et les Alternatifs, en dépit (ou à cause) de ses implications de politique étrangère, vu l'hostilité de ceux-ci non seulement aux euromissiles mais à l'OTAN et leur flirt avec des personnalités internationales comme le colonel Khadafi¹⁸.

Deux points importants émergent ici. L'un, plus sociologique, concerne le lien des différentes générations de contestataires. L'autre, plus politique, concerne le lien entre pacifisme, neutralisme et nationalisme.

D'abord, tandis qu'aux États-Unis les mouvements de contestation et de « vie alternative » semblent assez séparés dans le temps et dans l'espace, en Allemagne il semble que les générations soigneusement distinguées par l'excellente étude de S. Szabo¹⁹ aient un remarquable pouvoir de transmission souterraine à leurs successeurs : dans les années 1980 la contestation écologique des années 1970, la contestation anti-américaine des années 1960 et la contestation des années cinquante dirigée contre les armes nucléaires et le réarmement, se retrouvent.

Deuxièmement, cela est sans doute possible précisément parce qu'elles tombent toutes sur le sol fertile d'une question nationale non résolue et d'une tradition nationale ambivalente.

L'inquiétude portant sur les armes nucléaires et sur la paix prend un caractère spécial quand elle est généralisée en un sentiment plus profond et existentiel d'angoisse (*Angst*) et de pitié de soi-même qui prend une valeur positive, métaphysique et morale en soi : ne pas éprouver assez d'*Angst* est un signe d'inauthenticité que les jeunes jettent dédaigneusement à la face de leurs aînés, tandis qu'eux-mêmes exhibent fièrement leur *Angst* devant la nourriture non naturelle ou les complots américains que cache la troisième piste de l'aéroport de Francfort, ou devant la

17. *Der Spiegel*, 48, 1981, pp. 65-70.

18. Cf. les déclarations d'O. LAFONTAINE et de G. GAUS au *Stern*, 15-21 juillet 1982.

19. S. SZABO « West Germany: Generations and Changing Security Perspectives », in : S. Szabo Ed. : *The Successor Generation: International Perspectives of Postwar Europeans*. Londres, Butterworth, à paraître en 1982.

bombe. Helmut Schmidt le pragmatique doit, dès lors, jurer qu'il a lui-même éprouvé de l'angoisse plusieurs fois dans sa vie²⁰.

L'opposition au militarisme et à la brutalité, plus que compréhensible et louable en tant que réaction au passé, prend un caractère spécial quand elle identifie l'attitude anti-nucléaire à celle de St. François d'Assise²¹ et plaide pour une « république douce », y compris une « défense douce » et une « solution douce de la question allemande »²².

Le souci de la nature et l'opposition au « paradis des robots » ou à la vulgarité de la culture américaine prennent un caractère spécial quand ils sont chargés de tout un pathos émotionnel et philosophique qui ressuscite les accents des oppositions traditionnelles entre culture allemande et civilisation occidentale, entre communauté et société, entre authenticité allemande et influences corruptives occidentales. Un jeune écrivain gauchiste a soulevé une tempête avec un article intitulé « Ein Volk, ein Reich, ein Frieden » qui dénonçait avec véhémence ces accents ambigus. Si ses accusations étaient certainement excessives, les réponses qu'il suscita, tout en niant le nationalisme du mouvement pacifiste n'en persistaient pas moins à voir dans les fusées et dans la culture américaine une même agression déshumanisante contre l'âme allemande²³.

En 1978 Richard Löwenthal avait annoncé que « la raison la plus profonde de l'inquiétude lancinante sous-jacente à l'apparente stabilité allemande est sans doute ce « retour du refoulé » dans une société dont l'identité a été perturbée²⁴... La raison pour laquelle le conflit des générations paraît tellement plus profond, est que « l'américanisation » de l'Allemagne fédérale représente une occidentalisation de la vie allemande qui a fait de l'Allemagne un pays entièrement occidental pour la première fois de son histoire, mais que la nostalgie allemande pour la communauté et pour la vie intérieure remonte à nouveau à la surface dans une partie de la jeune génération... ».

On pourrait y ajouter que ce refus culturel de l'américanisation se combine avec la prise de conscience, une génération après la Deuxième Guerre mondiale, de la présence de troupes étrangères en Allemagne, ce que les jeunes (et certains grand-pères du « mouvement », comme le Pasteur Albertz ou le théologien Gollwitzer), traduisent par le slogan : « Nous sommes un pays occupé », et que ce sentiment d'être occupé par les Américains est à son tour à la fois alimenté et masqué par l'angoisse – spectaculairement affichée à l'occasion de l'affaire des euromissiles – d'être l'objet et éventuellement la victime des décisions américaines en matière de guerre nucléaire.

20. Cf., dans une littérature abondante, la série d'articles publiée par le *Spiegel* numéros 4 à 8, 1982 et recueillie sous le titre : *Die Angst der Deutschen*. Pour une critique véhémente voir l'article de W. POHRT sous le même titre, *Die Tageszeitung*, 27,5.1982. Cf. aussi l'article de J. KUNTZ, « L'Allemagne du National-Neutralismus », *Le Matin*, 11 décembre 1981.

21. H.E. BAHR, et al. : « Franziskus in Gorleben », Fischer alternativ, 1981.

22. F. DUVE, H. BÖLL, K. STAECK (Ed.), *Kämpfen für die sanfte Republik*, Rowohlt, 1980.

23. W. POHRT, *Die Zeit*, 30 octobre 1981. Pour les réponses voir *Die Zeit*, 13 novembre 1981.

24. R. LOWENTHAL, Incertitudes allemandes. Pourquoi la stabilité allemande s'accompagne-t-elle d'un sentiment d'insécurité ? », *Commentaire*, été 1979, pp. 196-204.

Tout cela contribuerait considérablement à expliquer certains traits spécifiques du mouvement pacifiste allemand. D'abord, la « nouvelle politique » tout en représentant une victoire de la participation et de la spontanéité et donc, en ce sens, un passage du modèle hiérarchique prussien au modèle démocratique occidental²⁵, est associé en même temps à une nostalgie pour le passé allemand en terme d'identité et de communauté²⁶. Ce qu'il faut saisir c'est la coexistence d'une perte de respect (voire d'une hostilité) envers l'État et d'une nostalgie pour la nation. En novembre 1981, rien n'était plus frappant pour un visiteur de Berlin que la coexistence, dans l'immense littérature politique, dans les expositions et dans les media, du thème de la Prusse et du thème de la paix. Certains intellectuels et militants comme Peter Brandt, historien à la fois lié aux alternatifs et co-organisateur de l'immense exposition sur la Prusse, sont conscients de ce lien paradoxal entre *Preussentum* et *Pazifismus*, et s'efforcent de jeter des passerelles entre « la gauche et la question nationale »²⁷.

Par là ils retrouvent évidemment le problème de l'autre Allemagne : c'est en provenance de la DDR et à partir de la vague d'expulsion d'intellectuels en 1976 qu'est apparu le renouveau d'intérêt pour « la question allemande » chez les jeunes intellectuels allemands²⁸ ; aujourd'hui la « question de la paix » refait le voyage en sens inverse, d'Allemagne fédérale en Allemagne de l'Est. Bien évidemment c'est la dimension inter-allemande qui donne au mouvement pacifiste allemand à la fois son originalité dernière et sa signification politique véritables. En témoignent un certain nombre « d'initiatives de paix », inter-allemandes en 1981-1982 (la lettre de R. Havemann à Brejnev, signée par un certain nombre d'auteurs des deux Allemagne, la rencontre d'écrivains organisée à Berlin-Est les 13 et 14 décembre 1981, à la Haye en juin 1982, avec l'encouragement des autorités est-allemandes) et avant tout par les démonstrations de milliers de jeunes Allemands de l'Est (en particulier à Dresde en février 1982) et l'attitude prise par l'Église Protestante de la RDA. Certes, l'effet des mouvements pacifistes est, contrairement aux espoirs, aux intentions proclamées, ou aux illusions réelles de ses promoteurs occidentaux, fondamentalement différent à l'Est, où les autorités le contrôlent par un mélange de répression et de manipulation et à l'Ouest où ils sont amenés à infléchir leur politique sous son influence. Mais il reste, selon la formule d'un commentateur conservateur, que « le mouvement pacifiste est aujourd'hui le lien le plus fort qui existe entre les deux Allemagne »²⁹.

C'est ce lien qui, du même coup, en établit à son tour un autre entre le mouvement pacifiste et d'importants dirigeants du SPD, comme W. Brandt et

25. C'est l'interprétation de K. BAKER, R.J. DALTON et K. HILDENBRANDT dans : *Germany Transformed. Political Culture and the New Politics*, Harvard University Press, 1981.

26. Voir l'analyse nuancée de Wilfrid von BREDOW et Hans FOLTIN, *Zweispältige Zufluchten. Zur Renaissance des Heimatsgefühls*, Berlin, Verlag Dietz Libri F., 1981.

27. P. BRANDT et H. AMMON Ed. *Die Linke und die nationale Frage*, Reinbek bei Hamburg Rowohlt, 1981.

28. Cf. l'article de ces deux auteurs dans *Die Deutsche Einheit kommt bestimmt*. W. Venohr et Lubbe Ed., 1982, p. 154.

29. E.O. MAETZKE, « Jetzt auch in Dresden », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 17 février 1982.

E. Bahr³⁰, d'importants commentateurs qui leur sont proches, comme G. Gaus et P. Bender³¹, ainsi qu'avec une dimension essentielle de la préoccupation et de la politique de tout gouvernement allemand.

Même M. Genscher se trouve amené à parler d'« *Europäischer Friedenspatriotismus* »³² et d'annoncer, au lendemain de la visite d'Helmut Schmidt en RDA, que les deux Allemagne entreprendront des « initiatives communes de désarmement »³³, entreprise qui a commencé à connaître un début d'exécution. Le terme de « *Sicherheitspartnerschaft* » – emprunté à l'idéologie américaine de l'*arms control* des années soixante – est désormais intégré dans le vocabulaire officiel allemand en 1982. On peut, sans malveillance ni obsession du complot, suggérer que les termes de « commun », « patriotisme » et « association » sont au moins aussi importants, dans ces formules, que ceux de « paix », de « désarmement » et de « sécurité », de même que lorsqu'E. Bahr affirme qu'il est plus important de sauver les accords SALT que de punir les Soviétiques pour l'Afghanistan ou la Pologne, il veut vraiment dire que Berlin et les relations inter-allemandes sont plus importants que les deux.

L'*arms control* est important pour sauver la détente, la détente pour sauver l'*Ostpolitik*, l'*Ostpolitik* pour sauver la *Deutschlandpolitik*. Réciproquement, il n'est que juste d'ajouter que cette germanisation de la politique européenne a pour contrepartie, chez les Allemands responsables, une européisation de la politique allemande, c'est-à-dire la conscience que l'avenir des deux Allemagne ne peut être séparé de l'évolution de l'Europe³⁴.

Jusqu'où va ce double processus et de quel côté penche-t-il ? Il est impossible de se prononcer aujourd'hui. La relation entre la dimension allemande et la dimension européenne peut aller dans les deux sens, de même que celle qui existe entre le malaise social et culturel, la peur de la guerre nucléaire et la recherche d'une identité nationale retrouvée. Cette dernière est certainement en progrès et influence tout, de l'écologie à la maîtrise des armements, de la politique économique aux relations Est-Ouest. Mais son orientation et ses priorités continuent à être très incertaines. On trouve au moins quatre formes de « germanisation » (pour reprendre l'expression d'Anne-Marie Le Gloannec)³⁵, et ce sont leur importance relative et leurs rapports réciproques qui constituent l'essence de l'énigme allemande.

Les deux positions extrêmes sont assez simples et directes. Celle de la majorité modérée, parfaitement articulée par Helmut Schmidt, est solidement ancrée dans le cadre occidental et dans la réalité de la division de l'Allemagne en deux États, mais elle aspire à une politique étrangère, en particulier économique, plus indépendante,

30. Voir, de celui-ci, *Was wird aus den Deutschen?*, Reinbek bei Hamburg, Rowohlt, 1982.

31. *Das Ende des Ideologischen Zeitalters. Die Europäisierung Europas*. Berlin, Severin und Siedler, 1981.

32. *Der Spiegel*, 49, 30 novembre 1981.

33. Sur le contenu de celles-ci voir W. BRUNS, « Die beiden Deutschen Staaten und die Abrüstung » *Neue Gesellschaft*, 4, avril 1982.

34. Ce point est spécialement souligné par Bender. D'autres, comme Gaus, sont plus nationalistes, Voir ses *Texte zur deutschen Frage*, Luchterhand, 1981.

35. Anne-Marie LE GLOANNEC, « La RFA : finlandisation ou germanisation ? », *Commentaire*, 13, été 1980.

et proclame à voix de plus en plus haute la priorité nationale que constitue le maintien (au besoin contre l'opposition des États-Unis des acquis de la détente de l'*Ostpolitik*: sécurité pour Berlin-Ouest, contacts humains entre les citoyens des deux États allemands et, de manière moins assurée, l'encouragement d'une communauté d'intérêts entre ces deux États eux-mêmes et, plus généralement, entre les États moyens d'Europe centrale.

La position hérétique, ou utopique appelle les deux Allemagne à refuser leur statut de territoires occupés et leur participation aux deux alliances pour former d'abord, peut-être, une confédération, mais ensuite, certainement, un État allemand réuni. On trouve cette perspective aux deux extrémités de l'échiquier politique, chez les Verts et Alternatifs et chez les partisans du NPD. Des intellectuels responsables provenant des grands partis sont de plus en plus prêts à s'associer aux deux extrêmes pour défendre cette position: c'est le cas pour le recueil récemment paru, *Die deutsche Einheit kommt bestimmt* (L'Unité allemande vaincra). Dans le grand public cette position reste très minoritaire quand elle est présentée en termes de politique pratique, mais elle est considérée de plus en plus favorablement comme utopie ou comme objet de spéculation³⁶.

Mais les deux positions les plus intéressantes et les plus importantes sont plus dynamiques et indéfinies, et donc plus complexes et plus ambiguës. Dans un cas, cette ambiguïté ou cette complexité sont de nature stratégique ou manipulative: cette politique part de l'*Ostpolitik* officielle et s'efforce, à travers des petits pas, des manoeuvres discrètes et une longue évolution, de progresser vers un but proche de celui de la position utopique: une Allemagne neutre et unie dans une Europe d'où les deux blocs auraient disparu en droit ou en fait. Plusieurs politiciens ou écrivains liés à Berlin et à l'aile Brandt du SPD, Egon Bahr (qui poursuit cette idée depuis 1953, ou au moins 1961), G. Gaus, P. Bender, essayent tous, soit sous une forme plus nationale (Gaus et Bahr) soit sous une forme plus européenne (Bender) d'utiliser le thème des armes nucléaires et de la paix pour faire progresser, à travers des zones dénucléarisées et une « association de sécurité » la cause de l'association entre les deux Allemagne.

Dans l'autre cas, l'ambiguïté et la complexité sont plus psychologiques et morales. Il s'agit du mouvement de jeunesse ou de la contestation et de son oscillation entre l'adieu à la politique et une nouvelle conscience allemande. Son culte de l'angoisse signifie-t-il le refus de toute utopie ou en produit-il une autre? Son « intériorisation » est-elle tournée vers un moi individuel, un moi communautaire au niveau du petit groupe, ou un moi national? Nul ne sait, à commencer par les concernés eux-mêmes.

Ce qu'on peut dire, c'est que, pour l'instant au moins, les deux versions les plus importantes sont celles qui se rapprochent le moins du passé et qui sont les plus compatibles avec les intérêts des voisins de l'Allemagne et avec ceux de la paix.

36. Si le nombre de ceux qui préféreraient une politique neutraliste à une politique atlantique ne dépasse pas 33% et a décliné depuis les années 50, le nombre de ceux qui accepteraient la neutralité d'une Allemagne réunifiée par des élections libres a augmenté de 38% en 1978 à 53% (contre 20% en novembre 1981). Cf. *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 3 juin 1982.

C'est bien pourquoi il est si important de les comprendre et d'établir un dialogue avec elles, pour éviter qu'elles ne soient entraînées dans des directions dangereuses.

D'une part, ce qui caractérise le nouveau nationalisme allemand c'est moins le culte de l'État ou de la puissance que la recherche d'une communauté et d'une identité, une sorte de social-nationalisme plutôt que de national-socialisme. D'autre part ce que vise la grande majorité des Allemands ce n'est pas une Allemagne réunifiée et neutralisée ou se livrant à un jeu de bascule entre les blocs, c'est un objectif à la fois plus modeste et plus ambitieux, car il est à la fois indéfini et collectif : c'est de rendre la politique occidentale et européenne dans tous les domaines de la Pologne et des relations économiques Est-Ouest à la défense et aux négociations stratégiques, compatible avec la poursuite de ce qui est de plus en plus, pour eux, la priorité dominante : le dialogue inter-allemand.

IV - LE TRIANGLE WASHINGTON-MOSCOU-BONN ET LA LUTTE POUR L'EUROPE

C'est cette priorité qui pose problème dans le cadre de ce qui est de plus en plus la règle du jeu des relations Est-Ouest en Europe, à savoir la lutte de chacun des deux camps pour tenter de « finlandiser » l'autre.

Beaucoup d'Américains qui regardent l'OTAN essentiellement en termes militaires et jugent leurs alliés en fonction de leur degré de participation à la défense commune, ou qui menacent de retirer les troupes américaines pour punir les Européens de leur mauvaise conduite, semblent négliger ce fait central que la lutte politique pour l'orientation de l'Europe (et avant tout de l'Allemagne) est l'objectif ultime des deux alliances, que la politique soviétique envers l'Europe occidentale (en particulier la RFA) et la politique occidentale (en particulier allemande) envers l'Europe de l'Est (en particulier la RDA) sont précisément les variables cruciales à observer et à influencer.

Le jeu soviétique consiste certainement à essayer de détacher la RFA de l'Europe occidentale et l'Europe occidentale des États-Unis sans perdre le contrôle de l'Europe orientale, y compris de la RDA. Il ne se porte pas trop mal, et toute réaction américaine visant à punir l'Union soviétique soit les Européens sans prendre vraiment en compte les conséquences d'un tel comportement pour les relations mutuelles de ceux qui sont punis risque fort de finir par rapprocher ces derniers entre eux et d'isoler les États-Unis, ce qui est précisément l'objectif soviétique.

Le jeu ouest-allemand consiste à essayer d'influencer la RDA directement ou indirectement (par l'intermédiaire de l'URSS et de l'Europe de l'Est), à travers l'économie et les communications humaines et culturelles, de manière à conserver tout ce qui peut être conservé de l'identité nationale allemande, à atténuer les coûts humains de la division, et à encourager une évolution lente et discrète du régime est-allemand. D'où leur réaction hostile à toute idée de sanction, qui, craignent-ils, ne pourrait que gêner cette évolution.

Les Américains ne sont pas les seuls à répliquer qu'une telle politique aboutit à donner aux Soviétiques un feu vert permanent pour exercer leur chantage, que les acquis de l'*Ostpolitik* ne sont pas vraiment acquis si l'on doit vivre dans la crainte

perpétuelle de voir les Soviétiques les remettre en question, que les avantages diffus, indirects et à long terme qu'il y a à accroître l'interdépendance des régimes soviétiques et de l'Occident sont hypothétiques alors que l'effet d'une trop grande dépendance (politique ou économique) par rapport à Moscou sur le comportement occidental, par exemple dans une crise comme celle de Pologne, sont immédiats et tangibles.

Les réactions allemandes au coup du 13 décembre en ont donné un exemple regrettable. Sur le plan moral, le fait que les premiers mots d'Helmut Schmidt, proférés en Allemagne de l'Est aient été: « M. Honecker est aussi désolé que moi-même qu'il ait fallu en arriver là » resteront, quelles que soient les nuances et les corrections ultérieures, comme l'une des rares taches indélébiles dans la carrière d'un des rares hommes politiques occidentaux à mériter l'admiration et le respect.

Même sur le plan pragmatique la stratégie ouest-allemande pourrait bien reposer sur une double illusion: celle de pouvoir isoler ses relations avec l'Europe de l'Est des conflits à l'intérieur de celle-ci (notamment entre les populations et les gouvernements ou la puissance impériale) et en dehors de la région. On pourrait soutenir qu'un certain degré de pression et de risque sont indispensables précisément pour sauver l'*arms control*, la détente et l'*Ostpolitik*, sans parler de ce qui peut encore être sauvé du renouveau polonais.

Mais les réactions américaines ne sont pas plus convaincantes, ni sur le plan moral ni sur le plan pragmatique. Si ceux qui avaient parié sur la détente et sur l'interdépendance, comme les Allemands, ont tort de faire comme si de rien n'était et de nier que les événements de Pologne devraient à tout le moins les amener à reconsidérer sérieusement leur tactique à court terme, sinon leurs objectifs à long terme, inversement ceux qui crient le plus fort, notamment aux États-Unis ou dans la droite européenne, sont ceux qui n'avaient jamais cru à l'expérience polonaise ou même qui sont fort heureux de la voir échouer parce que l'image de l'URSS ou du communisme aurait été améliorée si elle avait pu suivre son cours. Ils saisissent l'occasion polonaise pour pousser une politique qu'ils recommandaient de toute façon (accroître le réarmement et diminuer le commerce Est-Ouest) et pour s'indigner contre l'absence de réaction des Européens, auxquels l'administration Reagan demande de consentir (sur le contrat du gaz) les sacrifices auxquels elle se refuse elle-même (pour le contrat sur le blé)!³⁷

Tout ce que l'on peut dire en faveur des mesures de l'administration Reagan c'est qu'au moins celle-ci fait quelque chose à propos de la Pologne, alors que la France n'a fait que parler et que l'Allemagne a adopté un profil bas, en paroles et en actes. En revanche, les Français et les Allemands ont au moins une vision quelconque (vraie ou fausse, prophétique ou erronée) de l'avenir de l'Europe. Or c'est ce qui manque le plus à l'administration Reagan.

Ce qui se passe a l'air d'un nouvel acte dans une pièce dont l'ouverture se situe dans les années soixante. À l'époque, à la fois Z. Brzezinski et H. Kissinger disaient: « De Gaulle a une vision, non une politique, les États-Unis ont une politique, mais pas de vision ». Seulement, aujourd'hui, les sociaux-démocrates allemands ont pris la place de de Gaulle.

37. Sur ce paradoxe cf. mon article: « Le deuil sied à l'Europe », *Esprit*, Avril 1982.

Plus encore que lui, ils se trompent certainement à court terme en sous-estimant à la fois la puissance militaire de l'URSS et les raisons idéologiques pour lesquelles elle ne saurait accepter aucun plan de désengagement ou d'« Europe de l'Atlantique à l'Oural » qui l'amènerait à mettre en question sa domination de l'Europe de l'Est. Mais comme de Gaulle, ils n'ont pas tort de penser qu'à long terme la présence des deux super-grands dans les deux moitiés de l'Europe et la séparation de ces dernières sont de plus en plus mal ressenties.

Comment concilier les impératifs du court terme (rétablir l'équilibre Est-Ouest et la cohésion occidentale) et ceux du long terme (accroître autant que possible l'autonomie des deux Europes par rapport aux deux Grands et les liens entre elles)? Les Français semblent se contenter d'indiquer une direction (« sortir de Yalta ») et de ne rien faire (au nom des « lenteurs de l'histoire »). Les Allemands appliquent la combinaison opposée : être aussi discrets que possible sur les changements structurels à long terme et aussi actifs que possible pour les « petits pas » immédiats, tout en courant le risque de prendre pour acquise la stabilité d'un cadre dont ils contribuent eux-mêmes à accroître la fragilité.

Dans une situation qui est, précisément, à la fois fragile et dynamique, où le bloc soviétique est à la fois plus fort militairement et plus faible économiquement qu'auparavant, où certains de ces membres sont en proie à la fois à une crise économique dramatique et à une dépendance non moins dramatique à la fois par rapport à l'URSS et par rapport à l'Occident, enfin où la voie choisie par Moscou pour maîtriser ces crises est plus celle du durcissement que celle de la réforme, ni une guerre froide inconditionnelle ni une détente inconditionnelle ne sont désirables, même si elles étaient possibles. Par rapport à l'objectif d'une partie de l'administration Reagan, consistant à réduire autant que possible les contacts avec l'empire soviétique soit pour ne pas en être dépendants soit pour exacerber ses crises et hâter son effondrement, les Allemands, et plus généralement les Européens, ont raison de penser qu'il s'agit d'un pari trop dangereux et incertain pour qu'ils courent le risque de mettre en jeu leur sécurité et d'aggraver le sort de leurs frères d'Europe de l'Est. Mais ils ont tort de croire qu'ils favorisent cette sécurité ou ce sort par une aide économique inconditionnelle ou par des concessions sur le plan des négociations d'armements qui soient indépendantes du comportement des dirigeants soviétiques et est-européens. La seule politique qui ait une chance, même réduite, d'influencer ces derniers est une politique ouverte, faite à la fois de bâtons et de carottes. Elle s'efforcerait de redonner quelque crédibilité à l'aptitude occidentale à utiliser les relations économiques au lieu d'en être les prisonniers. Elle accepterait les risques d'une réduction temporaire des contacts mais aussi ceux d'un long processus de négociation.

En un mot, il s'agirait de démontrer à l'Union soviétique que la seule manière de porter remède à la crise de son empire, sinon de la résoudre, est d'accepter de partager son pouvoir sur les parties les plus exposées de cet empire avec les forces locales (comme l'Église et Solidarité en Pologne) et les créateurs occidentaux. Sinon, le durcissement de la politique soviétique, le désespoir des populations d'Europe de l'Est, et l'impatience des États-Unis, risquent plus encore de produire précisément les convulsions que la politique ouest-allemande voudrait à juste titre éviter.

Réciproquement, la seule chance que les États-Unis aient d'influencer leurs alliés dans la direction d'une politique de résistance à l'URSS est de la lier à une vision positive qui regarde plus loin que la guerre froide. À propos de l'*arms control*, la prophétie rétrospective de Kissinger, au milieu des années soixante-dix : « Six mois de guerre froide, et tout le monde demandera la paix à tout prix », ³⁸ semble en passe d'être confirmée. Mais il en va de même pour les rapports avec l'Europe de l'Est.

La proposition allemande, en un sens, n'a pas changé depuis une génération. Comme le rappelle S. Szabo, K. Deutsch et L. Edinger prévenaient dès les années cinquante que l'on pouvait faire confiance à l'Allemagne comme partenaire atlantique, mais à condition de ne pas la mettre en face d'un choix brutal entre cette association et sa relation à l'Allemagne de l'Est, et à l'Europe orientale. « Une majorité d'électeurs allemands aimeraient combiner l'amitié et la protection militaire américaines avec les avantages du neutralisme ». ³⁹

Aujourd'hui, une alliance atlantique en déclin et l'émergence à la fois de nouveaux liens avec l'Europe de l'Est et de nouvelles menaces soviétiques imposent une réactualisation de cet avertissement. Les Allemands continuent à vouloir une chose et son contraire. En un sens, ce n'est que l'expression de leur situation unique qui ne leur permet d'aller jusqu'au bout dans aucune des trois directions possibles : atlantique, ouest-européenne et centre-européenne. Dans leur effort pour les combiner, on doit leur rappeler deux points essentiels.

Premièrement, il y a des circonstances qui imposent des priorités précises : la puissance extérieure et la crise intérieure, également montantes, de l'empire soviétique, ainsi que l'évolution de la société américaine, appellent des réponses urgentes qui ne peuvent être négligées en faveur de la priorité à long terme du dialogue inter-allemand, même si celle-ci ne peut jamais être sacrifiée.

Deuxièmement, dans la mesure où ils s'engagent dans un dialogue avec une Allemagne de l'Est contrôlée en dernière analyse par l'Union soviétique, ils risquent de laisser Moscou les manipuler et de devenir les prisonniers et les instruments de cette relation triangulaire. C'est seulement si l'Europe et l'alliance leur fournissent un cadre solide et un soutien sans équivoque (mais non sans critique) qu'ils peuvent continuer à rechercher une discrète « finlandisation » de la RDA sans être « finlandisés » eux-mêmes.

Réciproquement, cela présuppose que les partenaires de l'Allemagne comprennent que le contrat fondateur de l'alliance – l'Allemagne choisit l'Occident mais l'Occident fait sien le problème de sa division – est toujours valable, encore que sous une forme modifiée correspondant au changement de caractère des aspirations nationales allemandes et de la situation européenne. Cela n'implique pas de confier à la République fédérale le contrôle ultime des relations Est-Ouest. Mais cela

38. H. KISSINGER, *Years of Upheaval*, Boston, Little, Brown, 1982, p. 1030.

39. K. DEUTSCH et L. EDINGER, *Germany rejoins the Powers*, Stanford (Cal.), Stanford University Press, 1959, p. 22.

signifie d'une part que le cadre pan-européen plus large qui est celui des préoccupations allemandes doit, plus que jamais, être adopté par l'alliance dans son ensemble, et d'autre part, qu'à l'intérieur de ce cadre collectif, le rôle des différents alliés ne peut qu'être différencié selon leurs vulnérabilités et leurs aspirations respectives.

Cela vaut pour l'Allemagne, cela vaut pour les États-Unis, mais cela vaut tout autant pour leurs autres partenaires, qui ont un rôle de plus en plus crucial à jouer. Devant les tendances centrifuges des sociétés américaine et allemande, c'est à eux de fournir le tissu unifiant, au lieu de se complaire dans la liberté d'action dont ils pouvaient jouir du temps où ce lien était fourni par l'entente germano-américaine. Ils doivent pousser à la fois Washington et Bonn dans les deux directions apparemment contradictoires consistant à court terme à re-souder (ou à « recoupler ») la sécurité américaine et européenne et, à long terme, à préparer les voies d'une éventuelle « européisation ». La priorité occidentale immédiate doit être de restaurer un équilibre militaire crédible par rapport à l'URSS, et donc de renforcer l'alliance atlantique, mais aussi d'essayer d'influencer l'évolution de l'empire soviétique par des politiques à la fois concertées et flexibles. C'est assez dire combien ces tâches sont utopiques. Mais les objectifs de Reagan ou ceux des pacifistes allemands ne le sont-ils pas tout autant ?